

Apporter une aide vitale



Des réfugiés Rohingyas originaires du Myanmar franchissent la rivière Naf à bord de radeaux de fortune, en direction des camps de réfugiés de Teknaf, au Bangladesh.

Avec 71,4 millions de personnes relevant de la compétence du HCR en 2017, le HCR et ses partenaires ont répondu aux besoins des réfugiés, des déplacés internes et des apatrides dans le contexte d'urgences complexes multiples et simultanées, ainsi que de conflits prolongés.

Fin 2017, plus de 30 opérations du HCR répondaient à 13 urgences à grande échelle, dont notamment six nouvelles urgences déclarées en Angola, au Bangladesh, en République démocratique du Congo (RDC), en République du Congo, en Libye, en Zambie et pour la situation

vénézuélienne. L'organisation a par conséquent déployé l'ensemble de ses capacités de préparation et de réponse aux situations d'urgence dans le cadre de sa nouvelle politique de préparation et de réponse aux situations d'urgence publiée en juillet 2017. Afin de mieux protéger et assister les personnes relevant de sa compétence dès le début d'une urgence, le HCR a augmenté ses activités opérationnelles et leur coordination dans les pays connaissant des situations de déplacement nouvelles ou en phase de détérioration. Le HCR a également renforcé

sa réponse en déployant du personnel qualifié dans le secteur de la protection et de la coordination et dans des domaines techniques comme l'enregistrement, la prévention et la réponse aux violences sexuelles et de genre, les abris, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

Dans l'esprit du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF), le HCR a mis l'accent sur la fourniture d'un soutien global pour répondre aux besoins immédiats des personnes relevant de sa compétence et de leurs communautés d'accueil, ainsi que sur le lien entre la réponse et les solutions mis en place dès le début d'une urgence. Conformément aux engagements pris dans le cadre du Grand compromis, le

HCR a collaboré avec les autorités locales, les communautés et les partenaires pour améliorer la préparation aux situations d'urgence, notamment en renforçant ses aides en espèces et en aidant les personnes à satisfaire leurs besoins essentiels dans le domaine des abris, de la santé, de la nutrition, de la nourriture et du secteur WASH.

Ce chapitre présente la réponse du HCR aux urgences en 2017 et la recherche et l'emploi de pratiques innovantes. Il souligne les progrès réalisés et les défis auxquels l'organisation a été confrontée pour fournir une assistance vitale aux personnes relevant de sa compétence dans le cadre d'urgences multiples et simultanées.

Se préparer aux situations d'urgence

Au cours des trois dernières années, le HCR a renforcé ses capacités de préparation aux situations d'urgence, en investissant dans une réponse plus rapide et plus efficace basée sur une évaluation solide des risques. Les efforts ont notamment porté sur la collaboration avec les partenaires locaux — gouvernements, société civile et autres parties prenantes — afin de se préparer aux afflux de personnes déplacées par des conflits et de répondre à leurs besoins immédiats (voir le chapitre *Élargir les partenariats*).

La préparation aux situations d'urgence nécessite de mener des évaluations pour étudier la possibilité de recourir à des aides en espèces, de pré-positionner des articles de secours essentiels et d'offrir une formation à la préparation aux situations d'urgence aux acteurs locaux. Le HCR a poursuivi son investissement dans l'analyse des risques et a collaboré avec d'autres organisations, notamment dans le cadre de sessions globales régulières d'«analyse prospective» organisées par le groupe de référence du Comité permanent interorganisations (IASC) sur les risques, l'alerte précoce et la préparation aux situations d'urgence.

Le HCR a utilisé HALEP, la liste d'alerte pour la préparation aux situations d'urgence, pour aider les opérations à évaluer leurs capacités de réponse à une situation d'urgence et a mis d'autres mesures en place. La nouvelle politique du HCR en situation d'urgence a rendu HALEP obligatoire pour les opérations à risque moyen et élevé et a encouragé l'appui ciblé du Siège pour la préparation aux situations d'urgence. Des sessions de formation ont renforcé les capacités de plus de 1350 employés et partenaires en matière de préparation et de réponse, notamment pour évaluer les risques, améliorer les plans de préparation et augmenter les capacités de réponse locales.

Le HCR a amélioré sa coordination, en particulier dans les situations de réfugiés, et a continué d'explorer les moyens d'impliquer les acteurs du développement plus tôt dans les réponses aux situations d'urgence. Des initiatives en matière de conseils techniques et de renforcement des capacités ont également été menées au cours de l'année 2017 à l'attention du personnel du HCR, des partenaires et des représentants des gouvernements des pays d'accueil, conformément au modèle de coordination pour les réfugiés. Des planifications et des analyses régionales communes ainsi que des stratégies nationales de protection et de solutions pour les déplacés internes et les réfugiés ont également été élaborées sous la direction des coordinateurs régionaux pour les réfugiés.

En 2017, le HCR a publié cinq plans régionaux de réponse pour les réfugiés (RRP), couvrant 19 pays. Ces plans ont été élaborés en partenariat avec les gouvernements des pays d'accueil, des agences des Nations Unies, des ONG internationales et les principaux intervenants locaux. En 2017, deux nouveaux coordinateurs régionaux pour les réfugiés—chargés de diriger la planification opérationnelle et la mobilisation des ressources—ont été nommés pour couvrir les situations burundaise et sud-soudanaise. Le HCR a également étendu le mandat des coordinateurs régionaux pour les réfugiés pour les situations nigériane et syrienne. De plus, un exercice de planification des interventions d'urgence pour la RDC a été effectué afin d'améliorer la préparation pour l'activation d'un plan régional de réponse pour les réfugiés en 2018.

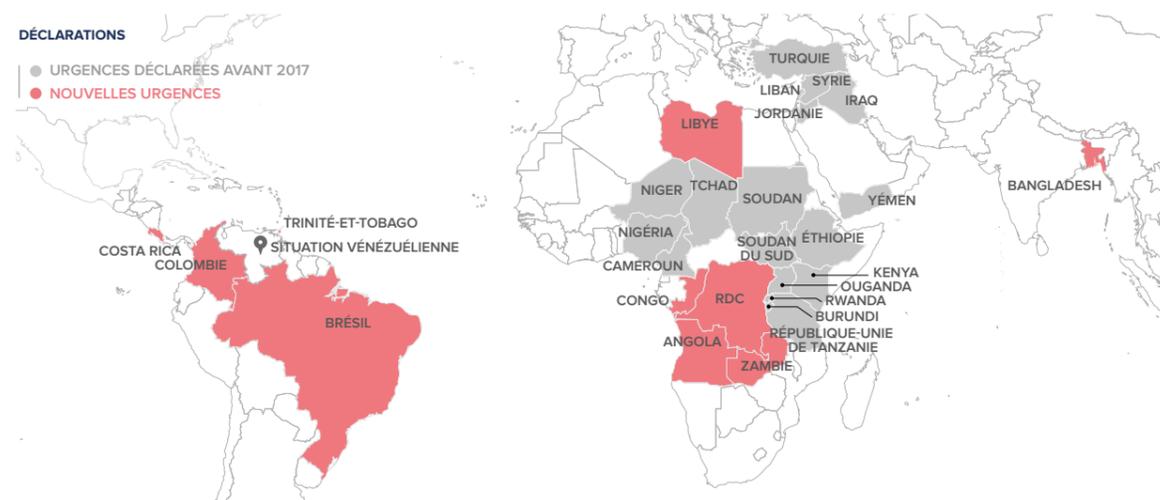
Les RRP fournissent une présentation globale des besoins identifiés et de l'impact sur les communautés hôtes ainsi que des besoins opérationnels, stratégiques et financiers. En 2017, cinq RRP ont été élaborés, impliquant plus de 540 partenaires dans 19 pays. Un total de 7,4 milliards de dollars était sollicité pour répondre aux besoins. Avec 3,5 milliards de dollars reçus, le niveau de financement représentait 48 pour cent.

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE



DÉCLARATIONS

- URGENCES DÉCLARÉES AVANT 2017
- NOUVELLES URGENCES



249 PERSONNELS D'URGENCE DÉPLOYÉS

110 DÉPLOIEMENTS PAR LES 18 PARTENAIRES DE RÉSERVE*

1350 PERSONNELS DU HCR ET DE SES PARTENAIRES FORMÉS À LA PRÉPARATION ET À LA RÉPONSE AUX URGENCES

PARTENAIRES DE RÉSERVE

*Les 18 accords du HCR avec les partenaires de réserve permettent de déployer du personnel d'urgence qualifié, par exemple dans le secteur de la coordination, de l'enregistrement et des abris

L'Agence suédoise pour la protection civile (MSB) | L'Agence fédérale allemande de secours technique (THW) | CANADEM | Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, États-Unis d'Amérique | La Commission des Casques blancs, Argentine | Le Conseil danois pour les réfugiés | Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) | La Direction de la protection civile et de la planification en cas d'urgence, Norvège (DSB) | L'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) | Dutch Surge Support Water (précédemment Netherlands Enterprise Agency) | Emergency.lu, Ministère des Affaires étrangères, Luxembourg | La Fondation Veolia Environnement | IMMAP | International Humanitarian Partnership | Irish Aid | Le Ministère du développement international, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (DFID) | RedR Australie | Save the Children Norvège



Mieux se préparer et mieux répondre aux besoins des personnes déplacées dans les situations d'urgence: la nouvelle politique du HCR

En juillet 2017, le HCR a publié sa nouvelle **Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence**, qui fixe le cadre de ses efforts visant à mieux se préparer et à mieux répondre aux besoins des personnes déplacées dans les situations d'urgence. Cette politique est fondée sur les Orientations stratégiques du HCR pour la période 2017 à 2021 et sur les enseignements tirés des urgences récentes à travers le monde. Elle reflète également le rôle du HCR dans la mise en œuvre récente du CRRF.

La politique du HCR introduit **trois niveaux d'urgence**, avec des rôles clairement définis en matière de responsabilité et de coordination.

Le niveau d'urgence 1 met l'accent sur les mesures proactives de préparation. Il déclenche des mesures de préparation à une éventuelle crise humanitaire, notamment des missions de préparation et un appui financier, matériel et humain.

Le niveau d'urgence 2 est déclenché lorsqu'une opération nécessite un appui et des ressources supplémentaires de la part du Siège du HCR afin de répondre efficacement et en temps voulu.

Le niveau d'urgence 3 s'applique à une situation dans laquelle l'ampleur, le rythme d'évolution, la complexité ou les répercussions de la crise dépassent les capacités existantes de réponse de l'opération présente dans le pays. Une urgence de Niveau 3 nécessite une réponse globale impliquant l'ensemble du HCR.



Les urgences humanitaires de niveau 3 à l'échelle du système de l'IASC sont déclarées par le Coordinateur de l'aide d'urgence des Nations Unies. Dans ces cas, le HCR :

- Est responsable des groupes sectoriels de la protection, des abris, et de la coordination et gestion des camps (CCCM) lorsqu'il s'agit de déplacements internes liés à des conflits.
- Détermine ses interventions et assume la responsabilité des groupes sectoriels au cas-par-cas dans des contextes de déplacement interne causés par des catastrophes naturelles.



Répondre aux urgences

10 670 tonnes d'articles de secours, d'une valeur de 55,3 millions de dollars ont été distribuées à 1,2 million de personnes relevant de la compétence du HCR dans 31 opérations à travers le monde.

Conformément à sa nouvelle politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence, le HCR a effectué 359 déploiements d'urgence en 2017, en fournissant 31881 jours d'appui en personnel aux opérations sur le terrain, grâce notamment au redéploiement de personnel depuis d'autres opérations et depuis le Siège. Des équipes polyvalentes ont assuré une réponse d'urgence globale et des partenaires de réserve ont fourni un appui essentiel, à travers notamment 110 déploiements de personnel, principalement vers le Bangladesh, le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Le HCR a pré-positionné ses articles de secours essentiels dans sept entrepôts répartis dans le monde : en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient. Cela lui permet de fournir des articles de secours essentiels à tout moment à 600 000 personnes déplacées dans différents endroits par voie aérienne, terrestre ou maritime. La simplification des règles pour la passation des marchés en cas d'urgence a également facilité l'achat de produits à l'échelle locale et régionale.

© HCR/Roger Arnold



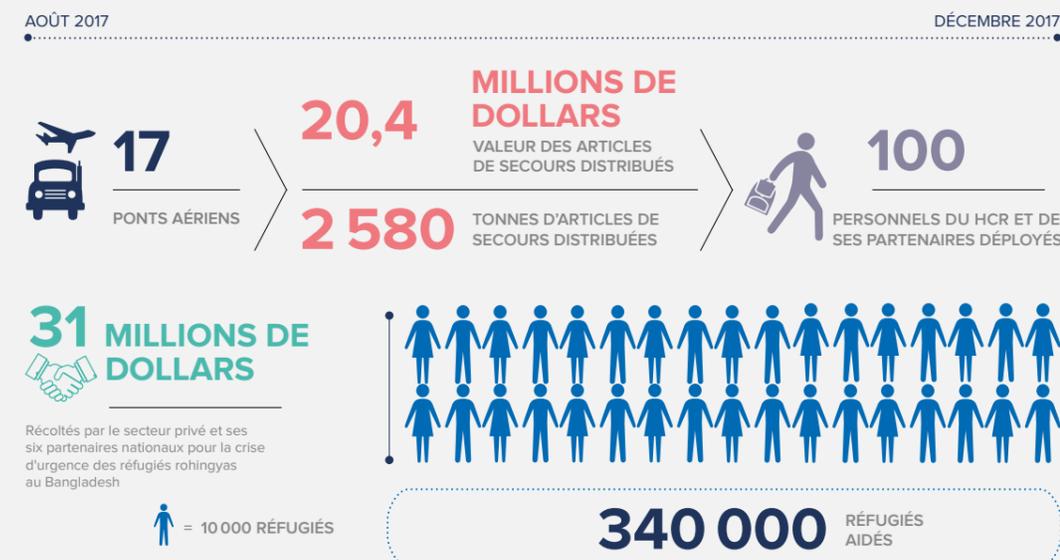
Des milliers de réfugiés Rohingyas récemment arrivés franchissent la frontière près du village d'Anzuman Para, Palong Khali, au Bangladesh.

Réponse à la crise des réfugiés Rohingyas

Entre août et décembre 2017, près de 655 000 réfugiés ont fui au Bangladesh en provenance de l'État rakhine au Myanmar pour échapper à des violences ciblées et à des violations graves des droits de l'homme. Ils ont rejoint les plus de 276 000 réfugiés du Myanmar qui avaient fui au Bangladesh les années précédentes (voir le résumé régional *Asie et Pacifique*).

En réponse à cette situation d'urgence, le HCR a fourni des services essentiels dans les domaines de la protection, des abris, de l'eau, de l'assainissement, de la santé et de la nutrition et a également offert des services d'appui aux survivants de violences sexuelles et de genre (SGBV).

APERÇU



En partenariat avec le Gouvernement, le HCR a élaboré et mis en œuvre un système numérique de recueil des données s'appuyant sur une approche innovante d'enregistrement des ménages. Ce système a permis au HCR et à ses partenaires de connaître la taille et la composition des ménages, leur localisation et leurs besoins de protection. Les familles réfugiées dans le camp de Kutupalong — connu sous le nom de site d'expansion Kutupalong-Balukhali — et dans les installations environnantes, n'ont pas eu besoin de faire la queue pour se faire connaître du HCR, grâce à une application sur smartphone qui a permis au personnel de recueillir des données abri par abri. Plus de 175 000 familles réfugiées originaires du Myanmar ont été enregistrées et se sont vues délivrer des documents. Les données recueillies ont aussi été

utilisées pour simplifier et vérifier l'identité des réfugiés avant la distribution d'articles de secours essentiels. Les données globales de l'exercice ont également été partagées avec les partenaires pour améliorer la planification et la programmation concrètes et assurer des interventions de protection en temps utile pour les réfugiés ayant besoin d'un soutien.

En outre, le HCR et ses partenaires ont construit le site d'expansion Kutupalong-Balukhali en cinq mois à peine, et plus de 40 000 abris ont été installés depuis le début de la crise. En collaboration avec ses partenaires, l'organisation a fourni rapidement des services WASH conformes aux normes dans la plupart des installations pendant la phase d'urgence et s'est assuré de la durabilité de ses interventions.

Intervenir dans des contextes sécuritaires à haut risque

Le HCR a protégé et assisté des personnes forcées de fuir leur foyer dans des contextes sécuritaires complexes et à haut risque. En Afghanistan, en Iraq, en Somalie, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne (Syrie) et au Yémen, des mesures de sécurité ont été cruciales pour protéger le personnel et leur permettre de continuer de fournir une aide vitale aux réfugiés tout en recherchant des solutions.

En 2017, le personnel de sécurité du HCR a géré plus de 400 incidents. Des conseillers en matière de sécurité ont

fait partie des équipes polyvalentes déployées vers les situations d'urgence, chargés en particulier de l'accès aux personnes déplacées et des systèmes adéquats de gestion de la sécurité. Le HCR a appliqué le cadre de la criticité des programmes — une politique commune du système des Nations Unies qui donne des principes directeurs pour déterminer les niveaux des risques de sécurité acceptables pour les programmes et les activités mis en œuvre par le personnel des Nations Unies — afin d'évaluer comment fournir un soutien adéquat aux personnes relevant de sa compétence dans des contextes à haut risque.



Soutien de l'Ambassadeur de bonne volonté

Grâce à des activités très variées, les personnalités engagées aux côtés du HCR illustrent la capacité de l'organisation à intervenir de façon efficace et en temps voulu en fournissant un soutien vital aux personnes déplacées. Les rencontres de l'Ambassadeur de bonne volonté Jung Woo-sung avec des réfugiés Rohingyas au Bangladesh ont, par exemple, contribué à mettre en évidence les besoins et les défis immenses de la réponse d'urgence. Par ailleurs, la visite de l'Ambassadrice de bonne volonté Helena Christensen à des personnes âgées déplacées par le conflit dans l'est de l'Ukraine a attiré l'attention sur le rôle central que le HCR a joué en fournissant des abris à certaines personnes parmi les plus vulnérables dans la région.



L'Ambassadeur de bonne volonté du HCR, Jung Woo-sung, rencontre des réfugiés Rohingyas au Bangladesh.

© HCR/Jordi Miras

DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

RENFORCER LA CAPACITÉ ET L'EFFICACITÉ DES RÉPONSES AUX SITUATIONS D'URGENCE. EN 2017, LE HCR :

Améliorer la préparation aux situations d'urgence

A introduit dans le cadre de sa nouvelle Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence une réponse spécialisée pour le niveau d'urgence 1 qui déclenche des activités de préparation aux situations d'urgence.

A organisé 10 missions de préparation intensive, pour évaluer et établir un ordre de priorité parmi les interventions locales et nationales de préparation aux situations d'urgence.

A utilisé la liste HALEP dans 90 opérations afin d'évaluer leur état de préparation en cas de déplacements et élaboré 33 plans d'urgence pour les réfugiés.

Renforcer les capacités en matière de préparation et de réponse aux situations d'urgence, de sécurité et de gestion de la chaîne d'approvisionnement

A formé plus de 850 personnes à la préparation et à la réponse aux situations d'urgence à travers 3 ateliers sur la gestion des urgences, 2 programmes d'encadrement d'une équipe d'urgence, 1 programme d'encadrement supérieur en cas d'urgence, 11 sessions de formation avec mise en situation d'urgence, 2 sessions de formation à la gestion des urgences, 1 session de formation sur la gestion des informations dans les situations d'urgence, 1 session de formation sur l'enregistrement dans les situations d'urgence et 5 séances d'initiation à la réponse du HCR aux situations d'urgence.

A formé plus de 500 personnes originaires de 28 pays via son centre régional pour la préparation aux situations d'urgence (e-Centre) à Bangkok, qui a organisé 19 ateliers et formations. Les participants comprenaient des partenaires régionaux, nationaux et locaux, ainsi que des employés du HCR.

A formé 600 personnes à la sécurité en organisant des programmes d'apprentissage à la gestion de la sécurité, des ateliers pour les conseillers en charge de la sécurité sur le terrain, des exercices de gestion de la sécurité, des ateliers sur la gestion des risques de sécurité et un programme visant à renforcer la sensibilisation des femmes à la sécurité.

A formé 2 500 personnes sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement notamment dans les situations d'urgence.

A continué de tester des approches innovantes, en mettant l'accent sur sa responsabilité envers les personnes relevant de sa compétence, ainsi que les évaluations participatives et la communication avec les communautés.

Déployer des équipes de réserve pour coordonner, préparer et répondre aux urgences

A assuré le déploiement vers des situations d'urgence en s'appuyant sur des accords avec 18 partenaires de réserve, ainsi que sur ses capacités internes. Ses capacités internes comprenaient l'équipe de réserve des services d'urgence du HCR, le fichier d'urgence des cadres, son équipe de réponse d'urgence et les fichiers techniques incluant des spécialistes de l'approvisionnement, des ressources humaines, de l'administration, des finances et des programmes.

A déployé 359 employés du HCR et des partenaires de réserve vers des urgences en 72 heures pour travailler au sein d'équipes polyvalentes dans le cadre de 25 opérations.

Renforcer les partenariats interorganisations et stratégiques

A poursuivi sa collaboration avec le groupe des directeurs des programmes d'urgence de l'IASC, le groupe de référence sur le risque, l'alerte précoce et la préparation, ainsi qu'avec le groupe de travail des Nations Unies sur la gestion des crises.

A participé activement et contribué aux forums interorganisations sur la sécurité, notamment les groupes de travail, les groupes de pilotage du réseau interorganisations de gestion de la sécurité et le Système de gestion de la sécurité des Nations Unies.

Améliorer l'élaboration de politiques

A publié sa nouvelle Politique sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence et l'a intégrée dans les programmes d'apprentissage. L'organisation a mis à jour son Manuel des situations d'urgence (en anglais et en français) pour refléter les changements de la nouvelle politique.

A effectué un examen en temps réel de la réponse d'urgence en Angola et intégré les enseignements tirés dans les programmes de formation et les activités en cours.

Conformément au devoir de protection du personnel dans les lieux d'affectation à haut risque, l'organisation a élaboré un dispositif d'appui pour le bien-être du personnel.

DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX SITUATIONS D'URGENCE

RENFORCER LA CAPACITÉ ET L'EFFICACITÉ DES RÉPONSES AUX SITUATIONS D'URGENCE. EN 2017, LE HCR :

Renforcer la gestion de la sécurité dans la culture de l'organisation

- A continuellement évalué les opérations afin de veiller à ce que des mesures adéquates d'atténuation des risques soient mises en place et a géré 404 incidents de sécurité.
- A effectué 62 missions d'appui en 588 jours, notamment en Angola, au Bangladesh, en Iraq, en Ouganda et au Zimbabwe.
- A poursuivi sa campagne visant à réduire les accidents de la route et formé plus de 50 formateurs pour améliorer la sensibilisation.
- A élaboré des lignes directrices sur la criticité des programmes pour garantir la conduite de programmes efficaces dans des contextes à haut risque.
- A formé 15 femmes (sur la sécurité et le bien-être du personnel) pour mener une formation de sensibilisation à la sécurité des femmes à l'échelle globale.

OPTIMISER LA GESTION GLOBALE DES APPROVISIONNEMENTS POUR UNE DISTRIBUTION EFFICACE. EN 2017, LE HCR :

Optimiser la chaîne d'approvisionnement pour la livraison d'abris et d'articles de secours essentiels dans les situations d'urgence

- A entretenu sa capacité à livrer des articles de secours à 600 000 personnes dans des situations d'urgence simultanées grâce au système de stock global.
- A distribué 10 670 tonnes d'articles de secours essentiels depuis ses stocks globaux à 31 opérations d'urgence grâce à 31 ponts aériens, ainsi que par transport maritime et terrestre.
- A amélioré le système de stock global en créant un nouvel entrepôt en Ouganda et en signant 72 nouveaux accords-cadres avec des fournisseurs.
- A effectué 21 missions d'appui à l'approvisionnement dans des opérations d'urgence et révisé les règles pour la passation des marchés ainsi que le nouveau guide pratique local pour la passation des marchés.
- A soutenu 23 opérations pour le développement et la mise en œuvre d'aides en espèces, d'études de marché, d'outils et de conseils.

PRÉVENIR, ATTÉNUER ET RÉPONDRE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET DE GENRE



Des femmes brésiliennes et vénézuéliennes réalisent une peinture murale pendant la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences sexuelles et de genre.

Que ce soit la principale cause de leur déplacement ou un risque important au cours de leur fuite, les hommes, les femmes et les enfants sont trop souvent exposés au risque d'être victimes de violences sexuelles et de genre (SGBV) et d'autres formes d'abus comme l'exploitation et l'enlèvement. Les SGBV demeurent une préoccupation de protection essentielle pour le HCR. Elles ont des conséquences dévastatrices et à long terme pour les personnes déplacées qui les subissent et, si les femmes et les jeunes filles sont plus exposées à ces violences, elles affectent également les hommes et les garçons.

Assurer des programmes de lutte contre les violences sexuelles et de genre dans les situations d'urgence

En 2017, le HCR a déployé des administrateurs chargés de la protection spécialisés dans le domaine de la lutte contre les SGBV dans les situations

d'urgence dans 11 opérations, pour 60 mois au total, dans le cadre de l'initiative « Safe from the start ». Les évaluations réalisées lors du suivi de ces déploiements ont montré que les opérations du HCR avaient augmenté leurs activités multisectorielles de prise en charge des SGBV et élargi la couverture géographique des programmes de lutte contre ces violences. Le risque de SGBV était par conséquent atténué et l'accès à des services de qualité pour les survivants était amélioré.

En 2017, 41 stagiaires originaires d'Afrique et de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont complété un programme d'apprentissage sur la prévention et la réponse aux SGBV. Cela a contribué à augmenter les capacités du HCR en personnels pour dispenser des formations pour les réfugiés et les organisations partenaires.

En 2017, le HCR a réalisé des progrès importants pour lutter contre les violences sexuelles et de genre en renforçant le soutien apporté aux survivants dans 33 situations de réfugiés et quatre situations de déplacés internes à travers le monde.



Aides en espèces et programmes de lutte contre les violences sexuelles et de genre

En 2017, le HCR a réalisé des études en Équateur, au Liban et au Maroc pour mieux comprendre comment optimiser l'utilisation des aides en espèces pour atteindre les objectifs de protection. Les conclusions serviront à élaborer des directives pour la programmation des aides en espèces afin de prévenir, d'atténuer et de répondre aux SGBV.

De plus, le HCR s'est efforcé d'augmenter la proportion de femmes parmi les bénéficiaires directs des aides en espèces. En particulier, des survivants et des personnes exposées au risque de SGBV ont reçu des aides en espèces au Congo, en RDC et au Maroc, parallèlement à d'autres formes d'assistance comme des conseils et des moyens de subsistance.

Innover pour protéger

Le HCR et ses partenaires ont continué de piloter des projets innovants et multisectoriels visant à améliorer la protection des femmes et des jeunes filles contre les SGBV dans différents contextes. Ces projets ont identifié les approches les plus efficaces et mis en lumière des moyens prometteurs de lutte contre les SGBV.

En 2017, 10 projets multisectoriels ont été mis en œuvre dans neuf pays. Focalisés sur les risques de SGBV, ils ont mis l'accent sur quatre situations dans lesquelles ces

violences étaient le plus susceptibles de se produire, notamment lorsque les opportunités de subsistance sont limitées, lorsqu'il n'y a pas d'accès sûr à l'énergie pour cuisiner, ainsi que lorsque l'accès la technologie est réduit ou que les niveaux d'éclairage sont insuffisants la nuit.

Gardant cela à l'esprit, le HCR pilote des projets qui offrent aux communautés réfugiées l'accès à des sources d'énergie alternative au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie afin de réduire le risque de SGBV lié au ramassage du bois de chauffage.



Grâce à l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié, un projet réduit les risques de violences sexuelles et de genre à l'égard des femmes et des enfants en République-Unie de Tanzanie

C'est aux femmes et aux jeunes filles qu'incombent le ramassage du bois de chauffage et la cuisine dans la plupart des situations de réfugiés. Ce travail est dur et il peut être dangereux. Dans les camps de la République-Unie de Tanzanie, les femmes et les jeunes filles peuvent marcher 10 kilomètres pour ramasser du bois de chauffage et nombreuses ont été victimes d'agressions sexuelles alors qu'elles effectuaient cette tâche.

Pour répondre à ce problème, le HCR a piloté un projet basé sur l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (GPL) qui offre non seulement une autre source de combustible aux réfugiés mais contribue aussi à assurer leur protection. Un kit GPL comprend une bonbonne pleine de GPL, un brûleur et un allumeur. Grâce à ce projet, le nombre de femmes et de jeunes filles obligées de ramasser du bois de chauffage est passé de 92 pour cent à 30 pour cent. Face au succès de ce projet, il a suscité d'autres demandes, et le HCR réfléchit à la façon de développer l'accès au GPL à l'ensemble des camps en 2018.

« Le gaz nous aide beaucoup. J'avais l'habitude de ramasser du bois de chauffage dès six heures du matin et j'étais toujours en retard à l'école. Maintenant, j'arrive à l'heure à l'école »

— Frida Nehebawayo, réfugiée burundaise en République-Unie de Tanzanie



Frida Nehebawayo, réfugiée burundaise de 17 ans, attend que sa bonbonne de GPL soit rechargée dans le camp de Nyarugusu en République-Unie de Tanzanie.

Améliorer l'efficacité de la gestion des données

En 2017, le HCR a mis en œuvre le Système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS), une initiative interorganisations permettant aux acteurs humanitaires de recueillir, stocker, analyser et partager des données sur les incidents de SGBV de manière sûre, efficace, cohérente et coordonnée. Des données de meilleure qualité peuvent contribuer à éclairer la prise de décisions afin d'améliorer *in fine* la prévention et les soins

fournis aux survivants. L'initiative GBVIMS a renforcé le recueil et la gestion sûre des données sur les incidents de SGBV et les évolutions dans plusieurs opérations, notamment dans le contexte de la réponse en Syrie.

En 2017, l'initiative GBVIMS a élaboré des « lignes directrices interorganisations pour la gestion des cas de violence basée sur le genre », qui ont été utilisées pour renforcer les capacités en vue d'améliorer la qualité de la gestion des cas de violence.

Fin 2017, l'initiative GBVIMS était opérationnelle dans 14 pays.



Crise syrienne : tortures sexuelles et viols généralisés à l'égard des hommes et jeunes garçons

Détenu durant la guerre en Syrie, son pays d'origine, Tarek a été confiné dans une cellule sans lumière pendant un mois avec 80 personnes – mais ce fut loin d'être le pire qu'il a enduré. Nus, ils étaient suspendus par les mains la nuit, torturés avec de l'électricité sur leurs parties génitales et violés collectivement par leurs ravisseurs. « Ils rentraient dans la cellule pour nous violer, mais il faisait noir – on ne les voyait pas. Tout ce qu'on entendait, c'était des gens qui disaient 'Stop! Arrête!' Je pensais que j'allais mourir », se rappelle-t-il.

Tarek est loin d'être le seul à avoir subi une telle expérience. Selon une étude publiée par le HCR en 2017, les violences sexuelles et les tortures à l'égard des hommes et des garçons en Syrie, commises par différentes parties au conflit, semblent nettement plus répandues qu'on ne l'estimait précédemment. Les chercheurs du HCR ont entendu des récits évoquant des violences tant à l'égard de jeunes garçons de 10 ans que d'hommes mûrs, y compris d'octogénaires.

Des recommandations sont énoncées dans cette étude à l'attention des organisations humanitaires et d'autres acteurs travaillant auprès des réfugiés. Elles soulignent notamment la nécessité de renforcer les stratégies de prévention, d'améliorer les dispositions relatives à la confidentialité, d'assurer la protection contre des représailles, d'améliorer les soins apportés aux survivants et de renforcer la sensibilisation aux risques de SGBV parmi les travailleurs humanitaires.

« Ces récits affligeants dévoilent la gravité du risque de violences sexuelles tant pour les femmes et les jeunes filles que pour les hommes et les jeunes garçons, comme le révèle ce tout dernier rapport »

— Volker Türk, Haut Commissaire assistant du HCR en charge de la protection internationale

© UNHCR/Dominic Nahr



« Nous gardons ça au fond de notre cœur », les violences sexuelles à l'égard des hommes et des garçons dans le contexte de la crise Syrienne.



L'étude révèle que les homosexuels, bisexuels, transsexuels ou intersexuels sont particulièrement vulnérables aux violences sexuelles et que cette vulnérabilité ne s'arrête pas quand ces personnes quittent la Syrie. En Syrie, les principaux auteurs de ces violences seraient les groupes armés tandis qu'en dehors de la Syrie, les abus seraient le plus souvent commis de manière opportuniste.

Dans les pays d'asile, les violences sexuelles subies par les jeunes garçons réfugiés provient d'autres hommes, des réfugiés comme eux, ou issus de la population locale. Des récits d'exploitation sexuelle et de chantage sexuel dans les pays d'asile sont également rapportés par des hommes réfugiés, en particulier ceux travaillant dans l'économie informelle, sachant que la grande majorité des familles vivent en dessous du seuil de pauvreté.

ÉTENDRE L'UTILISATION DES AIDES EN ESPÈCES



Brahim (à gauche), avec sa femme Halima et leurs six enfants, originaires de Syrie, montre la carte qu'ils viennent de recevoir de la part du HCR et de ses partenaires en Grèce. Les aides mensuelles en espèces aideront à couvrir les besoins de base de la famille, en leur donnant la dignité de choisir.

Le HCR utilise les aides en espèces à des fins très diverses, généralement sous la forme d'aides en espèces à usages multiples, pour aider les personnes relevant de sa compétence à satisfaire leurs besoins de base, notamment l'accès à la protection, à un abri, à la santé, à l'éducation et à des moyens de subsistance. Les aides en espèces accompagnées d'aides en nature et de services, améliorent l'efficacité, donnent davantage de choix et d'options aux personnes relevant de la compétence du HCR et font partie intégrante de sa stratégie de protection.

Distribuer des aides en espèces

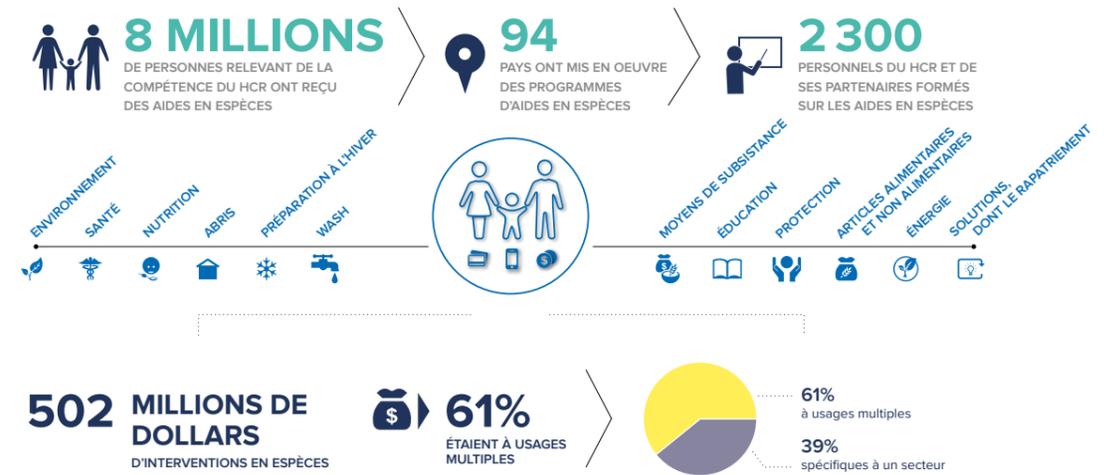
La politique du HCR en matière d'aides en espèces et sa stratégie pour l'institutionnalisation des aides en espèces (2016-2020) énoncent ses engagements et ses objectifs d'utiliser les aides en espèces de manière plus large, systématique et

innovante. En 2017, l'organisation a distribué 502 millions de dollars d'aides en espèces aux personnes relevant de sa compétence, ce qui représente une augmentation significative par rapport à la base de 325 millions de dollars fixée en 2015 dans le Grand compromis. Si le volume global des aides en espèces est en diminution par rapport à l'année précédente, principalement en raison d'un nombre plus limité d'aides au retour en Afghanistan en 2016, davantage d'opérations, notamment en Grèce, au Rwanda et en Somalie, ont introduit ou développé les aides en espèces (voir les résumés régionaux et les chapitres *Sauvegarder les droits fondamentaux* et *Assurer un avenir meilleur* pour des exemples d'aides en espèces).

L'organisation a continué d'étudier les effets du recours aux aides en espèces pour améliorer la protection, la santé, l'éducation, le secteur WASH et les résultats au niveau

L'AIDE EN ESPÈCES | 2017

Le HCR développe l'utilisation des aides en espèces pour s'assurer que les personnes puissent satisfaire leurs besoins en toute dignité, qu'ils soient protégés et puissent être accompagnés vers des solutions



des besoins de base. Plus de 60 pour cent des aides en espèces ont été à usages multiples, ce qui permet aux personnes relevant de la compétence du HCR de choisir comment répondre au mieux à leurs besoins et, élément important, de contribuer à l'économie locale et aux communautés d'accueil. En outre, 25 pour cent de l'ensemble des aides en espèces ont été fournis afin de répondre à des objectifs spécifiques de protection.

Conformément à sa stratégie d'institutionnalisation, le HCR a intégré les aides en espèces dans ses orientations, outils et processus existants tout en développant des outils supplémentaires. L'organisation a ainsi effectué une cartographie mondiale des aides en espèces favorisant la protection couvrant plus de 180 programmes d'aides en espèces à travers 42 opérations. Le HCR a également étudié les résultats liés à la santé, l'éducation, le secteur WASH et les besoins de base lors de la distribution d'aides en espèces.



Maximiser l'efficacité, la rentabilité et l'innovation

Le HCR a encouragé les dispositifs unifiés de transferts d'espèces afin de maximiser la rentabilité de ces aides. *CashAssist*, l'outil utilisé par l'organisation pour gérer les aides en espèces, a été renforcé en créant un lien direct entre le système d'enregistrement et le fournisseur de service financier. Cette amélioration permet au HCR et à ses partenaires de distribuer et de suivre l'assistance fournie aux personnes relevant de sa compétence. Le personnel du HCR et de ses partenaires peuvent désormais suivre les mouvements d'espèces.

En Jordanie, la facilité commune de financement (CCF) est un dispositif pour le transfert d'espèces qui est sûr, efficace et évolutif et qui rend les paiements plus prévisibles. La CCF fournit 90 pour cent de la totalité des aides d'espèces aux

réfugiés vulnérables qui vivent en dehors des camps. Avec dix-sept partenaires du HCR ayant rejoint le dispositif commun, les frais bancaires pour les transferts sont passés de 5 pour cent à 1 pour cent. Fort de cette expérience en Jordanie, le projet a été étendu à la Grèce et fait partie d'un addendum au mémorandum d'accord entre le HCR et le PAM consacré aux aides en espèces.

Par ailleurs, le HCR a établi des partenariats clés avec des acteurs du secteur du développement en Afrique et au Moyen-Orient afin d'inclure les réfugiés et autres personnes relevant de sa compétence dans leurs programmes. Parmi ces partenaires figurent le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le *Financial Sector Deepening Africa*, la Fondation Grameen Crédit Agricole and l'Agence suédoise pour le développement international (Sida).



Le HCR intensifie son aide aux déplacés syriens pour l'hiver

Assis dans l'unique pièce non chauffée qui leur sert de résidence dans un quartier délabré de Beyrouth, la capitale libanaise, Samira et son mari Hussein ont une appréhension à la perspective de leur sixième hiver en exil depuis qu'ils ont fui la Syrie.

Comme la majorité parmi environ un million de réfugiés syriens enregistrés vivant au Liban, le couple originaire de Deir Ez-Zour a de bonnes raisons de craindre l'arrivée du froid et des tempêtes hivernales. La situation a été particulièrement difficile les années précédentes quand les températures sont descendues en dessous de zéro. Pour aider les réfugiés vulnérables à faire face au froid, le HCR a commencé à fournir des aides en espèces pour l'hiver d'une valeur allant de 225 à 375 dollars pour couvrir les frais supplémentaires de combustible, de vêtements et de soins médicaux. Environ 650 000 personnes ont bénéficié de cette aide financière. Ce programme ciblait les familles vulnérables et offrait une combinaison d'aides en espèces, de matériaux de construction pour réparer les abris et les protéger contre les intempéries, et de distributions d'articles pour l'hiver comprenant des couvertures thermiques, des chauffages à gaz et des vêtements chauds. Il comprenait également des projets visant à aider plus de 1,1 million de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie, la priorité étant accordée aux personnes récemment déplacées et à celles vivant dans des zones difficiles d'accès ou assiégées.

Samira et sa famille, qui font partie des bénéficiaires du programme, affirment que ce soutien supplémentaire les a aidés à rester au chaud. « Pour le chauffage par exemple, surtout avec le climat rigoureux ici, cette aide est particulièrement utile pour mieux gérer la mauvaise santé de mon fils ».



Les réfugiés syriens au Liban ont reçu du HCR des aides en espèces pour l'hiver, qu'ils utilisent pour payer nourriture, bois de chauffage, vêtements et médicaments.



DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

BESOINS ET SERVICES ESSENTIELS

AIDES EN ESPÈCES. EN 2017, LE HCR :

Permettre aux opérations d'envisager et de distribuer systématiquement des aides en espèces

A augmenté le nombre d'experts spécialistes des aides en espèces basés dans les opérations, de 26 en 2015 à 29 fin 2017.

A soutenu 31 opérations pour traiter les achats de services financiers.

Distribuer des aides en espèces à travers toutes ses opérations

A distribué 60 pour cent d'aides en espèces sous forme d'interventions en espèces à usages multiples.

A fourni 80 pour cent des financements d'aides en espèces aux opérations.

Continuer de renforcer ses capacités afin d'envisager, de distribuer et de surveiller les aides en espèces

A formé plus de 2 300 employés du HCR et des partenaires aux aides en espèces.

A fourni un soutien spécialisé en matière d'aides en espèces à 57 pays et 5 bureaux régionaux.

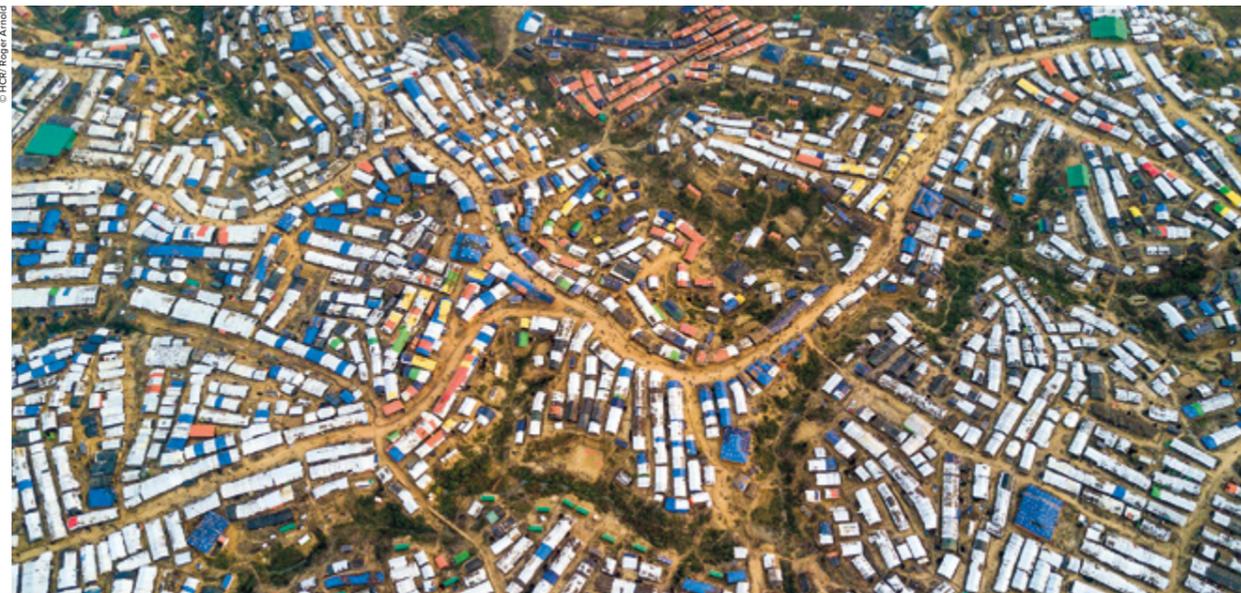
A effectué 22 missions de soutien aux pays dans le domaine des aides en espèces et autres.

A mis à jour son système de gestion financière.

Mener des études et élaborer des outils et des orientations sur les aides en espèces

A effectué 15 études et évaluations centrées sur les aides en espèces couvrant les secteurs techniques et la protection.

SATISFAIRE LES BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS



Vue aérienne du site d'expansion Kutupalong-Balukhali construit récemment. Les nouveaux arrivants ont été transférés à cet endroit sur des terres allouées par le gouvernement du Bangladesh et récemment équipées de latrines et de puits.

Plusieurs urgences, nouvelles et existantes, ont continué de susciter des défis cruciaux, en particulier en matière de santé publique, de sécurité alimentaire et d'abris dans des zones urbaines et semi-urbaines. Le HCR conçoit ses besoins de base et ses interventions vitales dans le cadre d'une réponse souple, adaptable et adaptée au contexte pour les réfugiés, les déplacés internes et les apatrides. Ses interventions sont conformes à l'Agenda 2030 pour le développement durable, à la politique du HCR relative à l'âge, au genre et à la diversité, et à l'objectif collectif des Nations Unies de faire progresser l'égalité des sexes.

Comme le souligne le CRRF, des partenariats efficaces, stratégiques et opérationnels sont essentiels pour répondre aux besoins immédiats des personnes relevant de la compétence du HCR et améliorer leur qualité de vie. Ces besoins comprennent les abris, le secteur WASH, la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que la santé, notamment la prévention et le traitement du VIH et la santé procréative.

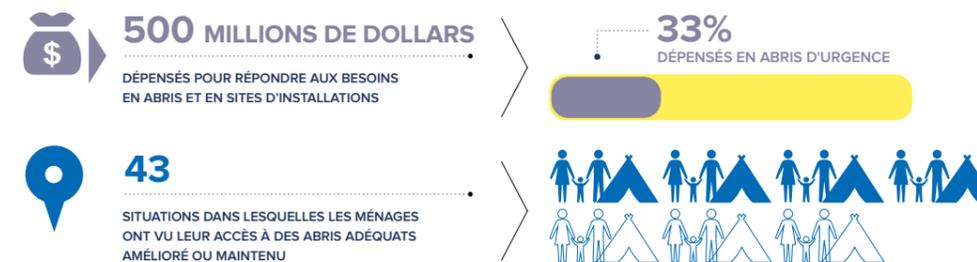
Abris et sites d'installation

La Stratégie globale du HCR pour les sites d'installation et les abris (2014-2018) constitue un cadre visant à assurer l'accès à des sites d'installation et à des abris dignes et sûrs pour les réfugiés et les autres personnes relevant de la compétence du HCR, qu'ils vivent dans des zones urbaines ou rurales. Ce cadre cherche à améliorer la qualité de la réponse d'urgence en matière d'abris et soutient les solutions durables en matière d'installations grâce à une méthodologie intégrée de plan directeur.

En 2017, le HCR a amélioré la qualité des abris et des zones d'installation. Il a fourni un toit à plus de 4,5 millions de réfugiés dans des camps planifiés ou spontanés. Dès le début des urgences, il a déployé des experts et des nouvelles technologies et a développé de nouveaux partenariats pour améliorer sa réponse.

Au Bangladesh, par exemple, le HCR a mobilisé toute son expertise technique pour assurer une planification et une gestion solides des sites de réfugiés densément peuplés. En s'appuyant sur la technologie

APERÇU | 2017



des drones pour cartographier les zones inaccessibles et pour évaluer les risques d'inondation et de glissement de terrain,

le HCR a fourni une réponse rapide en assurant des abris à 80 000 familles.

© HCR/Sebastian Rich



Familles vivant dans des unités de logement pour réfugiés dans le camp d'Al Jamea'a en Iraq.

Améliorer les solutions en matière d'abris

Dans le cadre du partenariat bien établi entre le HCR, *Better Shelter* et la Fondation IKEA, le modèle d'unité de logement pour réfugiés a été amélioré, en consultation avec les personnes relevant de la compétence du HCR. Cette solution d'abri « tout-en-un », durable, rentable et adaptable comprend une unité d'énergie solaire permettant d'alimenter un éclairage LED et un chargeur de téléphone, et offre aux familles déplacées plus de dignité, d'intimité et de protection contre les éléments.

En 2017, près de 10 000 unités de logement pour réfugiés ont été installées afin de favoriser des réponses plus durables en matière d'abris dans huit opérations en Afrique et au Moyen-Orient. « Cela nous offre plus d'intimité. Ma femme et moi dormons derrière le rideau et nos enfants dorment de ce côté, dans la pièce principale. L'unité de logement pour réfugiés est une bénédiction de Dieu pour nous dans le désert » racontent Hamid et Fatma, bénéficiaires dans le camp d'Al Jamea'a en Iraq.

Le HCR a également développé une nouvelle tente familiale autoportante — une structure légère, autonome qui peut être montée par trois personnes seulement en 30 minutes.

L'unité de logement pour réfugiés et la nouvelle tente familiale autoportante offrent toutes les deux de meilleures solutions d'abris et des améliorations en termes de protection.

Dans les situations de réfugiés prolongées, le HCR a employé la méthodologie du plan directeur afin d'élaborer des options plus durables d'installation pour les personnes relevant de sa compétence. Par exemple, à Damak au Népal, le HCR s'est engagé à améliorer les conditions de vie de 7 000 réfugiés bhoutanais en favorisant la

consolidation du camp et en faisant évoluer les abris d'urgence temporaires vers des solutions semi-permanentes d'ici trois ans. Des partenariats avec le secteur privé et des universités ont permis de renforcer la recherche et les approches techniques employées par le HCR sur le terrain et d'améliorer la rentabilité.



« Aucun réfugié laissé pour compte », la campagne mondiale de collecte de fonds pour les abris

Face à un besoin important de financements pour les abris et la protection, le HCR a lancé en mai 2016 une campagne mondiale de collecte de fonds sur trois ans intitulée « Aucun réfugié laissé pour compte », ciblant les donateurs du secteur privé.

Fin 2017, la campagne avait collecté plus de 20 millions de dollars auprès d'entreprises, de fondations, de mécènes et de particuliers du monde entier, permettant ainsi d'offrir des solutions d'abris à des milliers de familles dans certaines des opérations les plus complexes du HCR et de distribuer des aides en espèces et des abris d'urgence dans les crises humanitaires.

La campagne, ouverte jusqu'en mai 2019, est mise en œuvre par les bureaux du HCR dans 20 pays et par des partenaires nationaux du HCR.



Une réfugiée Rohingya, Slin Nisa avec sa fille sur le site d'expansion de Kutupalong-Balukhali au Bangladesh.

© HCR/Roger Arnold

« Notre principal objectif est de veiller à ce que les réfugiés bénéficient de la protection physique dont ils ont besoin et qu'ils méritent à juste titre »

— Phoebe Goodwin, responsable associée du HCR pour la planification du site, en mission d'urgence au Bangladesh

DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

ABRIS ET ZONES D'INSTALLATION

CRÉER, AMÉLIORER ET ENTREtenir LES ABRIS ET LES INFRASTRUCTURES. EN 2017, LE HCR :

Mettre en œuvre sa Stratégie mondiale pour les sites d'installation et les abris (2014-2018)

A aidé 17 opérations à élaborer des stratégies globales dans le domaine des abris et des installations.

A appliqué la méthodologie du plan directeur pour la planification de sites dans 3 opérations supplémentaires au Malawi, au Népal et en Ouganda.

Poursuivre le développement de la politique d'alternatives aux camps et de la méthodologie du plan directeur

A développé un programme complet de formation technique à la planification de sites comprenant 88 licences d'utilisation de logiciels destinés à des experts techniques et a envoyé sur le terrain 33 manuels pratiques pour la planification de sites, dont 15 dans le contexte d'un déploiement d'urgence.

A élaboré 4 modules complets d'apprentissage en ligne, en partenariat avec Microdesk.

A renforcé ses partenariats, en particulier avec UN-Habitat, pour contribuer à l'élaboration d'orientations pour les interventions en zone urbaine.

A élaboré des outils pratiques et des lignes directrices sur la manière dont les aides en espèces peuvent soutenir les interventions dans le domaine des abris.

Assurer le déploiement systématique de personnel expérimenté dans le domaine des abris et des installations dès le début des urgences

A déployé des experts techniques qui ont effectué 51 missions pour veiller à l'intégrité des réponses sur le terrain et renforcer les capacités de réponse aux situations d'urgence.

A développé des accords de partenariats de réserve pour des déploiements d'urgence de spécialistes des abris.

Améliorer la gamme des solutions d'abris disponibles dans ses opérations

A terminé la conception d'un modèle amélioré d'unité de logement pour réfugiés, en partenariat avec Better Shelter.

A terminé la conception de la tente familiale autoportante, prête à être déployée dans les opérations du HCR en 2018.

Santé publique



© HCR/Jordi Manes

Personnel soignant dans le centre de santé de Nyumanzi destiné à la fois aux ressortissants ougandais et aux réfugiés du Soudan du Sud.

Les réfugiés et les demandeurs d'asile ne sont souvent pas en mesure de bénéficier d'opportunités de subsistance et d'une protection sociale, ce qui rend difficile leur accès aux services essentiels comme les soins de santé. Dans sa Stratégie de santé publique (2014-2018), l'objectif du HCR était de veiller à ce que tous les réfugiés puissent avoir accès à des soins de santé essentiels et vitaux. L'organisation plaide également pour l'inclusion des personnes relevant de sa compétence dans les programmes nationaux. En partenariat avec les gouvernements des pays d'accueil, les agences des Nations Unies et les partenaires du secteur du développement, le HCR vise à développer une approche globale afin de répondre aux besoins des réfugiés comme des communautés d'accueil (voir aussi les chapitres *Élargir les partenariats* et *Assurer un avenir meilleur*).

En 2017, des évaluations au niveau des pays ont été menées en RDC, à Djibouti, en Guinée et au Rwanda en partenariat

avec l'OIT sur l'inclusion des réfugiés dans les structures nationales de santé, notamment par le biais de régimes d'assurance maladie communautaires. Des activités de renforcement des capacités en Algérie, au Congo, au Soudan du Sud et en Ouganda ont permis de former quelque 240 prestataires de soins de santé primaire afin qu'ils apportent un soutien aux réfugiés dans le domaine de la santé mentale. Ces efforts visaient aussi à promouvoir l'intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaire des réfugiés.

Le HCR a continué de mener des programmes dans le domaine de la prévention et du traitement du VIH ainsi que de la santé procréative dans un cadre dédié à la santé publique, à la protection et au développement communautaire. En 2017, le HCR a renforcé ses programmes dans le domaine de la santé procréative, ainsi que de la prévention et du traitement du VIH au Cameroun, au Niger, au Rwanda, en République-Unie de Tanzanie et en

Le HCR utilise son système d'informations médicales, *Twine*, pour surveiller l'état de santé des réfugiés, la couverture et la qualité des interventions pour près de 4,7 millions de réfugiés dans 26 pays.

Zambie. Grâce à des mesures visant à améliorer les résultats dans le domaine de la santé maternelle, 17 opérations du HCR ont obtenu des taux d'accouchements sous surveillance qualifiée supérieurs à 90 pour cent. Des interventions néonatales avec un rapport coût-efficacité et un impact élevés ont été développées en Jordanie, au Kenya et au Soudan du Sud.

Le HCR a aidé les autorités nationales dans des activités de prévention du VIH et d'application de la thérapie antirétrovirale à des réfugiés, notamment au Rwanda. Conjointement avec le FNUAP, il a renforcé les services de santé maternelle et de VIH pour des réfugiés sud-soudanais en Ouganda en proposant des formations à ses employés et à ceux de ses partenaires ainsi que des services médicaux à des survivants de SGBV. L'organisation a organisé un enseignement par des pairs pour des réfugiés au Niger.



Aides en espèces pour la santé

En Jordanie, le HCR et ses partenaires utilisent les aides en espèces dans le cadre d'un programme plus vaste de services d'orientation permettant aux réfugiés d'accéder à des soins de santé. Les femmes réfugiées enceintes ont pu utiliser des espèces pour payer les frais liés à leur accouchement. L'utilisation des aides en espèces permet au HCR d'être au service de plus de réfugiés et autres personnes relevant de sa compétence avec le même niveau de financement, dans la mesure où le coût d'utilisation d'un système d'orientation est environ trois fois plus élevé.



Amina Asafi, sage-femme réfugiée centrafricaine, travaille dans le centre de santé du village tchadien de Beureuh, et s'occupe de réfugiés et de Tchadiens.

Une sage-femme réfugiée centrafricaine rend à la communauté dans le sud du Tchad

Amina Assafi, 37 ans, est mère de deux enfants. Elle a rejoint ses parents dans un camp de réfugiés au sud du Tchad après l'assassinat de son mari pendant la guerre en RCA. Elle vit désormais avec sa famille dans le camp d'Amboko. Elle est fière de sa réussite, après avoir gravi les échelons entre agent de santé communautaire et sage-femme grâce au soutien du HCR et à une bourse DAFI. Elle travaille dans le centre de santé du village tchadien de Beureuh, et s'occupe à la fois de réfugiés et de Tchadiens.

« J'ai beaucoup d'espoir. Avant, je n'étais pas allée à l'université. Mais maintenant je suis dans un camp. J'ai été patiente pendant 10 ans et j'ai eu l'opportunité de faire des études. C'est l'espoir. Je ne connaissais pas mon titre avant mais maintenant je suis sage-femme, diplômée de l'Etat. C'est une réussite. Que je sois au Tchad ou en RCA ou n'importe où en Afrique, je peux travailler » déclare Amina.

DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

BESOINS ET SERVICES ESSENTIELS

AMÉLIORER L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION. EN 2017, LE HCR :

Renforcer les interventions pour réduire l'incidence et l'impact des maladies contagieuses, notamment des épidémies

A collaboré avec les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies afin d'élaborer un manuel pratique relatif à un programme élargi de vaccination (PEV) et de l'inclure en tant que module dans le tableau de bord prospectif (TBP), outil de surveillance utilisé pour les soins de santé primaire.

Améliorer l'accès à des services élargis pour les maladies non contagieuses au niveau des soins de santé primaire

A déployé la deuxième phase de son projet sur les maladies non contagieuses en Algérie et au Rwanda. Cela a permis de renforcer le traitement des maladies non contagieuses au niveau des soins de santé primaire grâce à des actions ciblées de renforcement des capacités menées par les partenaires et à des liens vers les programmes nationaux.

Soutenir et renforcer la fourniture de services de santé mentale via des prestataires de soins primaires

A réalisé une évaluation qui a montré que des employés formés étaient capables de mieux identifier et traiter les réfugiés ayant des problèmes de santé mentale. En partenariat avec la *War Trauma Foundation*, a formé 240 prestataires de soins de santé primaire à la santé mentale en Algérie, en République du Congo, en Ouganda et au Soudan du Sud.

ASSURER L'ACCÈS DES PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR AUX SERVICES DE SANTÉ REPRODUCTIVE ET DE VIH. EN 2017, LE HCR :

Prendre des mesures pour améliorer l'accès à des accouchements sous surveillance qualifiée

A assuré une surveillance qualifiée pour 90% des accouchements dans 17 opérations.

Étendre la disponibilité de soins néonataux

A achevé un projet sur deux ans visant à renforcer les soins néonataux en Jordanie, au Kenya et au Soudan du Sud. Ce projet a aidé les agents de santé à apprendre à améliorer leurs compétences en soins néonataux et à surveiller le déroulement des accouchements.

Prendre des mesures pour améliorer l'accès à une gamme complète de services de prévention et de traitement du VIH

A soutenu les structures nationales pour qu'elles rendent accessible la thérapie antirétrovirale, notamment pour la prévention de la transmission mère-enfant au sein de la population réfugiée en RCA, en RDC et au Soudan du Sud.

Sécurité alimentaire et nutrition



Des réfugiés congolais récupèrent leur aide alimentaire mensuelle dans un centre de distribution du camp de réfugiés de Nyarugusu en République-Unie de Tanzanie où les rations ont été réduites par manque de financements.

En 2017, de nombreux enfants ont souffert de malnutrition sévère, en particulier lorsque les coupes budgétaires ont conduit à des réductions dans le domaine de la nourriture, de l'eau et de la santé. Environ 3,3 millions de réfugiés ont reçu un niveau d'aide alimentaire inférieur à la norme acceptable (basée sur 2100 kcal/personne/jour). Les pays d'Afrique — en particulier les pays subsahariens — ont connu des diminutions de rations alimentaires plus importantes que d'autres (voir le résumé régional sur l'Afrique). L'insécurité alimentaire a conduit à la malnutrition et a créé des risques de protection. Selon des données provenant du Rwanda et du Tchad, certaines femmes ont eu recours à des rapports sexuels monnayés pour contribuer à couvrir les besoins de base de leur famille. La violence domestique augmente également souvent lorsque les hommes ne sont pas capables de subvenir aux besoins de leur famille.

En 2017, la malnutrition aiguë globale (GAM) a atteint des niveaux acceptables dans 62 pour cent des sites de réfugiés enquêtés — ce qui représente une légère amélioration par rapport à 2016. Dans seulement un quart (23 pour cent) des sites de réfugiés enquêtés, les enfants de moins de cinq ans ne souffraient pas de retard de croissance et dans la moitié (50 pour cent) d'entre eux, des niveaux critiques d'anémie ont été constatés chez les enfants. Cela indique une situation de plus en plus précaire. Le cadre pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF) a été déployé via des programmes de traitement et de prévention dans le domaine de la nutrition, notamment lors de la situation d'urgence au Bangladesh où les niveaux de malnutrition des enfants et des adultes étaient élevés.

Afin de traiter les causes complexes de la malnutrition, le HCR encourage des interventions à fort impact et à moindre

coût. En collaboration avec le PAM, il a mis en œuvre une stratégie d'autosuffisance pour faire le meilleur usage des ressources limitées. Ciblant les personnes les plus vulnérables parmi celles relevant de la compétence du HCR, l'approche consiste

à fournir des aides en espèces et une assistance pour couvrir leurs besoins de base. L'organisation a également mené des initiatives pour promouvoir l'autosuffisance des réfugiés.



Les aides en espèces contribuent à stimuler l'économie locale

Le HCR poursuit le développement des aides en espèces en collaboration étroite avec les pays d'accueil et les donateurs. Une étude récente au Rwanda a montré une augmentation du revenu réel des communautés vivant dans les environs des camps de réfugiés, soit entre 0,31 et 0,75 centimes par dollar, lorsque les réfugiés recevaient des aides en espèces plutôt qu'une aide alimentaire. Cela joue un rôle dans les relations entre les communautés d'accueil et les réfugiés et contribue à améliorer l'environnement de l'asile et la coexistence pacifique.

DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

BESOINS ET SERVICES ESSENTIELS

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE BIEN-ÊTRE NUTRITIONNEL. EN 2017, LE HCR :

Développer l'utilisation du cadre pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (IYCF) et de la feuille de route en matière de nutrition

En partenariat avec *Save the Children*, a déployé le cadre IYCF dans 4 pays supplémentaires (Éthiopie, Ouganda, Soudan et Soudan du Sud).

A renforcé l'application du cadre au Bangladesh, en Jordanie et au Kenya, où il avait déjà été déployé.

Renforcer les liens entre les services de santé procréative et la nutrition

A effectué une mission conjointe de soutien dans le domaine de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de la santé procréative et du VIH en Ouganda pour encourager une nutrition et des services de santé procréative de meilleure qualité et souligner les liens entre eux.

A élaboré une feuille de route en matière de nutrition destinée à guider les opérations pour renforcer les liens entre les services de santé procréative et la nutrition.

Développer les projets d'autosuffisance en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

A élaboré une stratégie mondiale dans le domaine de l'agriculture et soutenu des programmes dans ce domaine afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Soudan et au Soudan du Sud.

Améliorer la disponibilité des données pour éclairer la prise de décision en matière de nutrition et de sécurité alimentaire

A effectué des enquêtes nutritionnelles dans 98 sites de réfugiés. Les données ont également fourni des indicateurs clés en matière de sécurité alimentaire.

A examiné et mis à jour les données pour intégrer les normes internationales et éclairer la révision des enquêtes nutritionnelles standardisées et élargies.

Améliorer les programmes conjoints au niveau du pays

A élaboré des plans d'action conjoints faisant suite à des missions d'évaluation conjointes à Djibouti et au Népal.

Renforcer la surveillance de la sécurité alimentaire dans le contexte des initiatives de moyens de subsistance afin de mieux évaluer leur impact

A formé ses employés et ceux des partenaires à mener des enquêtes pour mesurer l'impact des programmes agricoles sur les moyens de subsistance des réfugiés dans 11 opérations (Burkina Faso, Cameroun, Éthiopie, Ghana, Guinée, Malawi, Niger, Somalie, Tchad, Zambie et Zimbabwe).

Améliorer les méthodes de ciblage en matière d'aide alimentaire

A réalisé des évaluations de vulnérabilité au Cameroun et en Ouganda.

A signé les principes communs HCR/PAM destinés à concevoir des approches ciblées pour la distribution de nourriture et d'autres aides essentielles.

Eau, assainissement et hygiène

APERÇU | 2017



JUSQU'À
80%
DE RÉDUCTION
DES COÛTS

DE POMPAGE DE L'EAU
GRÂCE À L'ÉNERGIE SOLAIRE
RENOUVELABLE

19 PAYS
ONT REMPLACÉ
LEURS GÉNÉRATEURS DIESEL

En 2017, le HCR a fourni des services gérés en toute sécurité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à près de 8,5 millions de personnes dans 50 pays. Des partenariats stratégiques lui ont permis d'utiliser des technologies WASH rentables et durables. Le HCR a encouragé l'inclusion des personnes relevant de sa compétence dans les systèmes nationaux de services WASH et dans les plans de développement nationaux conformément au CRRF et à l'ODD 6 («Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau»).

Le HCR a complété un projet sur quatre ans visant à créer une base de données en ligne sur les puits de forage dans les installations pour réfugiés dans le monde entier, ainsi qu'un outil pour mesurer l'efficacité des interventions dans le secteur WASH. Cet outil a amélioré la budgétisation de la fourniture de l'eau dans les camps, en particulier dans les situations post urgences, et encouragé l'utilisation accrue des pompes à eau équipées de moteurs

hybrides ou solaires plutôt qu'à combustible fossile, capables de réduire les coûts de 80 pour cent. En 2017, le HCR a réduit le coût des services d'assainissement au Bangladesh, en Éthiopie, au Kenya et au Mozambique grâce à des solutions d'assainissement permettant de convertir les déchets produits par les réfugiés en produits à valeur ajoutée, comme des briquettes servant de combustibles, du biogaz, de l'engrais et le recyclage des déchets solides.

Par ailleurs, le HCR a renforcé sa réponse d'urgence dans le secteur WASH, en particulier en Angola, au Bangladesh, en RDC et en Zambie. L'organisation a davantage impliqué les réfugiés dans la conception et la mise en œuvre des programmes WASH, ce qui a conduit notamment à créer des modèles de toilettes spécifiques améliorant l'accès des personnes handicapées. En outre, le fait de positionner les points d'eau dans des endroits plus sûrs a permis de réduire le risque de SGBV.



Aides en espèces pour le secteur WASH

Le HCR met davantage l'accent sur les aides en espèces comme moyen d'assistance dans le secteur WASH. Le rapport du HCR sur les aides en espèces pour les programmes WASH dans les installations de réfugiés («Cash-based interventions for WASH programmes in refugee settings») présente des recommandations et des exemples de meilleures pratiques pour l'utilisation d'aides en espèces dans les installations de réfugiés. Une matrice sur la réponse WASH et les aides en espèces a également été élaborée pour fournir un soutien continu aux opérations sur le terrain utilisant les aides en espèces dans le cadre des programmes WASH pour les réfugiés.



DOMAINES D'INTERVENTION

PRINCIPALES RÉALISATIONS

BESOINS ET SERVICES ESSENTIELS

AMÉLIORER OU ENTRETENIR LA FOURNITURE D'EAU POTABLE POUR VEILLER À CE QUE LA POPULATION CONCERNÉE VIVE DANS DES CONDITIONS D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE SATISFAISANTES. EN 2017, LE HCR :

Améliorer la rapidité et l'efficacité de la réponse d'urgence dans le secteur WASH

S'est engagé dans une réponse d'urgence dans le secteur WASH et a fourni une aide à distance aux équipes en Angola, au Bangladesh, en Ouganda, en RDC et en Zambie.

En collaboration avec l'UNICEF, a mis à jour le catalogue relatif aux spécifications du matériel d'urgence et les accords-cadres.

En collaboration avec l'UNICEF, a soutenu des formations pour ses employés et ceux des partenaires de réserve sur la fourniture des services WASH pendant les situations d'urgence.

A publié le rapport intitulé «Rapid methods for assessing water, sanitation and hygiene (WASH) services at refugee camps in emergency settings» (Méthodes rapides d'évaluation des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans des camps de réfugiés en situation d'urgence). L'organisation a appliqué ces méthodes avec succès au Bangladesh et a ainsi pu fournir des informations clés aux partenaires du secteur WASH.

Renforcer la programmation fondée sur des données d'observation

A élaboré des mécanismes de surveillance dans le secteur WASH, notamment un bulletin et une enquête KAP standardisée dans 4 pays supplémentaires (Cameroun, Éthiopie, RDC et Tchad) pour améliorer l'analyse des lacunes et l'allocation des ressources.

A conçu un outil hydraulique permettant aux opérations de mieux calculer le coût de leurs programmes dans le domaine de l'eau et d'intégrer les coûts associés dans leur planification.

Soutenir l'élaboration de stratégies pluriannuelles dans le secteur WASH et de plans opérationnels au niveau des sites

A élaboré des stratégies pluriannuelles dans le secteur WASH et des plans opérationnels au niveau des sites dans 18 situations, comprenant des plans à court terme (urgence), moyen terme (post-urgence) et long terme (situation prolongée).

Développer des solutions innovantes pour des solutions WASH rentables et durables dans les situations prolongées

A soutenu 7 opérations (Cameroun, Congo, Éthiopie, Niger, RDC, République-Unie de Tanzanie et Tchad) menant des programmes d'espèces pour des services WASH.

Améliorer les niveaux de fourniture de services WASH dans les contextes urbains

A passé en revue les programmes WASH urbains et publié une note d'orientation sur la fourniture des services WASH aux réfugiés dans les contextes urbains, qui comprend des études de cas au Liban, en Ouganda et en Turquie.